

Ap2E

AGIR pour
une Economie
Equitable



« DEVELOPPER DURABLEMENT NOS REGIONS PAR UNE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE »

Elections régionales 2010 L'Economie sociale et solidaire à l'écoute des candidats des listes :

**Mardi 23 Février
18h30 – 20h00**

**Maison des associations
solidaires**

10 rue des terres au curé
Paris 13^{ème}

(métro porte d'Ivry ou Olympiades)

**ENSEMBLE POUR
DES REGIONS A GAUCHE,
SOLIDAIRES, ECOLOGIQUES
ET CITOYENNE**

Pierre Laurent
tête de liste en Ile de France
remettra les engagements écrits

des candidats de 17 régions françaises sur 17
à **Claude Alphanéry - Sylvie Mayer - Tarik Ghezali**
représentants le Labo de l'Economie Sociale & Solidaire

Ap2E a vocation à rassembler des citoyennes et citoyens qui souhaitent au delà de leur citoyenneté politique, exercer une citoyenneté économique dans le cadre d'une démocratie participative.

Ap2E a vocation à mettre à leur disposition des outils pour agir très concrètement seuls ou ensemble dans le cadre d'actions de lobbying en direction des responsables politiques, économiques, associatifs de notre pays.

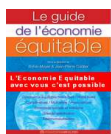
À l'initiative de **Claude Alphanéry, président de France Active**, une centaine d'acteurs de l'ESS, se sont réunis durant un an. Leurs travaux ont abouti :

- à un livre blanc de 120 pages, qui définit une stratégie ambitieuse de développement de l'ESS et avance 50 propositions « pour changer de cap ».

- à la création du LABO de l'ESS.

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE vers une économie équitable?

Associations, Coopératives, Mutuelles, Comités d'entreprise



Ap2E
AGIR pour
une Economie
Equitable

ASSOCIATIONS : 1 000 000
1 200 000 emplois

+
Bénévolat = 1 000 000 temps plein

COOPÉRATIVES : 20 000
108 milliards d'€ de chiffre d'affaires

COOPÉRATIVES BANCAIRES
57 millions de clients
60% des dépôts en France
UN Français sur QUATRE sociétaire

3 000 MUTUELLES SANTÉ
QUATRE Français sur DIX

35 MUTUELLES D' ASSURANCES
UN Français sur DEUX

36 000 COMITÉS D' ENTREPRISE
Budget 11 milliards d' euros

DES POTENTIALITES Pour transformer la société

- Un potentiel humain :**
Effectif : 2 200 000 salariés
8% de la population active
- Un potentiel financier :**
10% des richesses produites
Ressources : 150 milliards (€)

Sylvie Mayer et Jean Pierre Caldier co-auteur du Guide de l'Economie Equitable et Animateur de **Ap2E** « Agir pour une Economie Equitable » se sont joints à ces travaux.

Le Labo de l'ESS a pour objectif pour 2010 de privilégier une quinzaine de propositions mises en débat lors du mois de l'ESS 2009 (www.lemois-ess.org).

Le Labo de l'ESS a pour ambition de contribuer à remettre l'ESS au coeur d'un projet de société à même de faire mouvement et alliance entre les acteurs du changement (élus, syndicats, ONG, mouvements sociaux, consommateurs, entrepreneurs socialement responsables).

• **Ap2E**

Sylvie Mayer 0.681.741.013
solidaire@gabrielperi.fr

Jean Pierre Caldier 0.685.797.740
guideeconomieequitable@gmail.com
ap2e@orange.fr

• **Le Labo de l'ESS**

Grégoire Lechat – 0 180 270 046
gregoirel@franceactive.org



Nous affirmons que les banques coopératives et mutuelles d'assurance et de santé font partie intégrante de l'Economie Sociale et

Solidaire compte tenu de leurs principes fondateurs. Aujourd'hui elles se sont éloignées du respect de ces principes en particulier une personne égale une voix.

Leurs sociétaires et mutualistes en ont perdu le réel contrôle. La législation, les statuts de leurs coopératives et mutuelles leur permettent de reprendre le pouvoir réel pour l'exercer selon des principes de démocratie participative.

Dès le début de la crise financière pour certaines banques coopératives : le Crédit Agricole, les Caisses d'Epargne et Banque Populaire en particulier, les augmentations de capital ont dépassé les 9 milliards et plus d'un million de Françaises et de Français ont perdu quelques milliards supplémentaires avec l'acquisition d'actions Natixis. Les actifs nocifs de Natixis s'élèvent à plusieurs dizaines de milliards.

Ap2E « Agir pour une Economie Equitable » dans UNE PROCHE CAMPAGNE D'OPINION DEMANDERA AUX ELUS REGIONAUX DE SOUTENIR SES DIX PROPOSITIONS concrètes immédiatement applicables pour des banques et mutuelles éthiques, démocratiques, équitables, à «gouvernance coopérative ou mutualiste»

Les faits En France, 60% des dépôts bancaires, 50% des crédits sont dans des banques coopératives ou mutualistes. Crédit agricole, Crédit Mutuel, Groupe Banque Populaire dont Crédit Coopératif, Caisse d'épargne, font toutes partie à l'origine, de la famille de l'économie sociale. Les « clients » peuvent en être sociétaires et en principe participer à leur gestion, à leurs projets stratégiques.

Elles ont toutes connues des dérives. La crise a servi de révélateur. Elles sont cotées en bourse à travers des filiales qui échappent au pouvoir démocratique des sociétaires. Elles utilisent les mêmes outils que les banques classiques capitalistes, leurs dirigeants cumulent les mandats, touchent des rémunérations indécentes, la transparence et la démocratie sont absents dans leur fonctionnement.

Les Banque Populaires et la Caisse d'Epargne ont été fusionnées dans une nouvelle banque créée par la loi au printemps 2009. Cette nouvelle banque a gardé un statut mutualiste. Malgré une campagne d'Ap2E auprès des parlementaires et des amendements déposés par les sénateurs du groupe communistes républicain et citoyen (CRC), la loi n'est pas intervenue ni pour éviter à l'avenir les dérives du passé, ni pour restaurer leurs principes initiaux. Cette nouvelle grande banque mutualiste concerne 34 millions de français. Elle va connaître le même sort que les autres.

Il est possible de redonner à ces banques de l'économie sociale leurs principes initiaux. Il est possible qu'elles redeviennent des outils au service de la Nation, des territoires, d'un nouveau mode de développement basé sur la solidarité, la justice sociale, la préservation de l'environnement. Elles peuvent redevenir les banques du logement social, du développement de l'emploi, du développement de PME, de l'économie sociale, pour des productions utiles. Elles pourraient se fixer l'objectif de la protection de l'épargne populaire sans visée spéculative.

La crise financière n'est pas terminée, Ce n'est que le début de la crise sociale. Une autre économie, l'Economie équitable associée à la démocratie participative est-elle une alternative ?

Le Labo de l'ESS ELECTIONS REGIONALES : APPEL AUX CANDIDATS Nos Régions ont besoin d'une économie sociale et solidaire !

A la veille des élections régionales, Le Labo de l'économie sociale et solidaire lance un appel aux candidats pour la mise en oeuvre de propositions concrètes en faveur d'une économie plus sociale et plus solidaire dans leur région.

Plus de 100 organisations et personnalités, dont **Jacques Delors et Edgar Morin**, se sont associées à l'appel lancé le jeudi 21 janvier aux candidats aux élections régionales de mars 2010.

Pour la première fois les acteurs et organisations de l'économie sociale et solidaire se rassemblent largement autour d'un texte commun en faveur de l'ESS et appellent les futurs élus à l'intégrer **dans l'ensemble des politiques régionales..**

Les enjeux de ces propositions sont au coeur des préoccupations des Françaises et des Français : protéger les emplois d'aujourd'hui, créer des emplois d'avenir ancrés sur les territoires, améliorer la qualité de vie des citoyens, protéger l'environnement et préserver la cohésion sociale. Il s'agit *in fine* de favoriser une économie plus durable et plus solidaire.

Dans cette perspective, les candidats sont appelés à s'engager sur des propositions concrètes, et notamment :

- **Faciliter la reprise d'entreprise par les salariés, appuyer les dispositifs d'insertion par l'activité économique et soutenir les associations d'utilité sociale ;**
- **Mettre en place des plans de développement de filières solidaires sur des secteurs d'intérêt général et de consommation responsable ;**
- **Monter des pôles d'innovation sociale pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits ;**
- **Conditionner les aides régionales aux entreprises à des critères sociaux et écologiques et introduire un niveau significatif de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics.**

Les acteurs et les réseaux de l'ESS rencontreront les candidats élus au lendemain des élections régionales pour envisager avec eux la mise en oeuvre effective et adaptée de ces propositions et pour qu'ils s'engagent à évaluer publiquement à mi-mandat l'avancée des réalisations.

Pierre Laurent tête de liste en Ile de France des listes ENSEMBLE POUR DES REGIONS A GAUCHE, SOLIDAIRES, ECOLOGIQUES ET CITOYENNE. sans attendre, remettra les engagements écrits des candidats de 17 régions françaises sur 17

**Mardi 23 Février
à Claude Alphanéry - Sylvie Mayer – Tarik Ghezali
acteurs
du Labo de l'Economie Sociale & Solidaire**



Nous proposons dix mesures pour plus de démocratie, vers une économie équitable, vers une gouvernance

- des banques (mutualistes et coopératives)
- des mutuelles

plus coopérative et mutualiste

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

En demander la mise en place par une résolution en assemblée

1. Assurer une réelle représentation des sociétaires des caisses locales, des salariés, des clients dans l'organe central sous forme coopérative.

2. Donner le pouvoir de décider des orientations stratégiques aux sociétaires des caisses ou groupes locaux par un « référendum coopératif/mutualiste ».

3. Créer par la loi des « observatoires de la gouvernance coopérative/mutualiste », au niveau des instances nationales, régionales, locales.

(Un groupe de sociétaires désignés par tirage au sort avec mission d'informer à périodicité régulière sur la tenue des engagements pris et le respect de l'éthique.)

4. Mentionner dans une délibération de l'assemblée ou dans les statuts

a. les éléments informatifs obligatoires à adresser aux sociétaires avant une assemblée, en s'inspirant des obligations vis à vis des copropriétaires

b. des modalités de campagnes de candidature pour les élections aux conseils ou bureau avec présentation des candidats et envois de documents (cf. Elections politiques)

Note: Les milliards perdus et la non consultation des sociétaires n'auraient-ils pas justifié d'organiser des élections généralisées dans toutes les caisses locales, les organes régionaux et nationaux?

VERS UNE ÉCONOMIE ÉQUITABLE

5. Décider des missions et instruments financiers autorisés pour une banque ou une mutuelle de l'ESS et mentionner expressément l'interruption des activités de compte propre et de produits dérivés par "un référendum coopératif/mutualiste".

6. Préciser un pourcentage d'investissements sociaux, solidaires, équitables à réaliser comme dans le logement. Nous proposons 10 à 20%, le poids de l'économie sociale étant de 10 à 12% du PIB. (Délibération d'assemblée)

7. Rétablir par la loi ou un auto-engagement une obligation de **financement des PELS** (Projets locaux de solidarité) et l'étendre à l'ensemble des banques gestionnaires de livret A.

VERS UNE GOUVERNANCE PLUS COOPÉRATIVE et MUTUALISTE Auto décision des dirigeants ou sur demande des sociétaires ou par la loi..

8. Appliquer la loi NRE (Nouvelles réglementations économiques), loi d'information citoyenne, à toutes les entités d'un groupe dont au moins une structure (holding ou filiale) est cotée. *Dans le cadre du Grenelle une loi devrait prochainement imposer cette obligation aux entreprises de plus de 500 collaborateurs*

9. Limiter les rémunérations par structure et le cumul des rémunérations dans un groupe.

Cf plafonnement du cumul des indemnités des élus politiques (loi du 25 février 1992)

10. Introduire un plan progressif de mise en place de la parité et limitation des mandats

-parité dans les conseils à tous les niveaux. *Une loi va l'imposer pour les sociétés cotées en bourse !*

-limitation à deux mandats électifs simultanés

-limitation à deux mandats de représentation d'une structure dans une autre structure.

Le Labo de l'ESS

Développer durablement nos Régions par une économie sociale et solidaire

Pour faire face aux crises économique, sociale, écologique actuelles et mettre en place un mode de développement plus durable, les Régions peuvent s'appuyer sur une économie sociale et solidaire (ESS) dont les initiatives et les entreprises très diverses démontrent qu'il est possible d'entreprendre, d'employer et de consommer autrement de manière plus respectueuse des personnes, des territoires et de la planète.

L'ESS représente une part significative de l'économie régionale : entre 7 et 13 % des établissements et des emplois selon les régions. La dynamique de croissance de l'emploi en ESS est deux fois supérieure à la moyenne, sans compter la contribution importante des engagements bénévoles à la cohésion des territoires (un million d'équivalent temps plein).

Ancrée localement, peu délocalisable, porteuse de proximité et de solidarités, l'ESS contribue à une économie territoriale plus humaniste mais aussi plus attractive. Sa prise en compte et son intégration dans l'ensemble des politiques régionales est aujourd'hui indispensable pour faire des territoires le cœur de l'économie réelle. L'ESS, force économique et sociale, ouvre par l'exemple la voie à un développement régional plus solidaire, à une sortie de crise par le haut.

SIGNATAIRES de cet appel, nous demandons aux candidats aux élections régionales de mars 2010 de s'engager pour une économie sociale et solidaire, notamment par la mise en oeuvre des propositions suivantes :

■ Recenser les entreprises menacées de fermeture (départ en retraite du chef d'entreprise, plan social...) et faciliter leur **reprise par les salariés**, par un accompagnement technique et financier renforcé.

■ Appuyer les **dispositifs d'insertion** par l'activité économique.

■ Proposer un plan de soutien au développement des **associations d'utilité sociale** et de professionnalisation des services à la personne en veillant à la qualité de leur emploi.

- *Protéger les emplois d'aujourd'hui*

Mettre en place des **plans de développement de filières solidaires**, sur des secteurs d'intérêt général (logement, culture environnement, énergies, santé, transports, éducation...) et de consommation responsable (bio, équitable, durable...).

Accompagner les salariés par des **formations** adaptées.

- *Créer des emplois d'avenir, ancrés sur les territoires*

Monter des **pôles d'innovation sociale** pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits, particulièrement ceux des populations durement touchées par la crise.

Renforcer les **FRIS** (fonds régionaux d'investissement solidaire) pour financer ces nouvelles initiatives, en s'appuyant sur le fonds pour l'entrepreneuriat social et solidaire (100 M€) retenu par le Grand Emprunt.

Renforcer la place de l'ESS dans l'**Agenda 21** Régional.

- *Améliorer la qualité de vie des citoyens*

Mener une **politique d'éducation** (nouvelles chaires et masters, interventions dans les lycées, multiplication des stages...) et **favoriser les campagnes de sensibilisation grand public** pour faire évoluer les comportements des citoyens vers un sens plus solidaire : consommation responsable, épargne solidaire, circuits courts, monnaies solidaires, transports doux, sobriété énergétique, démocratie participative.

- *Protéger l'environnement et préserver la cohésion sociale*

Conditionner l'accès aux **aides publiques** aux entreprises à des critères sociaux et écologiques, comme l'embauche de chômeurs longue durée, l'existence de salariés administrateurs, l'encadrement de l'échelle des salaires, la réalisation d'un bilan carbone, etc...

S'engager sur un objet dont le chiffre marque une avancée évaluable et significative dans le contexte territorial, de clauses sociales et environnementales dans la commande publique régionale.

PRESENTATION

Ap2E « Agir pour une Economie Equitable » vous propose 2 Objectifs

1. Mettre en lien ceux qui ne l'ont jamais été naturellement auparavant et les rassembler sur des points communs permettant un large consensus pour agir ensemble, dans le respect de la diversité des engagements politiques, religieux, syndicaux, associatifs de chacun.

2. Rassembler des Françaises et des Français

- -qui souhaitent agir ensemble sur des points, thèmes, sujets, actions, qui peuvent les unir dans l'action
- -qui acceptent les principes suivants dans leur dialogue et leur "Agir ensemble"
 - -repecter les opinions et la liberté d'expression des autres acteurs
 - -fonder leurs propositions et leurs analyses critiques sur des faits vérifiables et objectifs
 - -assortir toute analyse critique d'une ou plusieurs propositions
 - -conduire des actions de lobbying politique, économique, social vers une économie équitable avec des méthodologies qui ont fait leur preuve

En savoir plus :

<http://sites.google.com/site/agirpouuneconomieequitable/>



Merci
aux 300 médias
qui ont fait
connaître
**-le Guide de
l'économie
équitable**
-nos conférences,
-nos actions,
-nos propositions
pour une économie
équitable.



Merci de leurs questions et propositions
aux 4.500 citoyennes et citoyens rencontrés
lors de 200 conférences-débats, visites,
réunions de travail .

Le Labo de l'ESS

POUR METTRE EN OEUVRE CES PROPOSITIONS :

Les Régions doivent s'appuyer sur les initiatives et entreprises de l'ESS en les intégrant dans toutes les politiques régionales et infra régionales à travers des mesures spécifiques (appels à projet, formations, fonds régionaux d'investissement solidaire) et de droit commun (SRDE Schéma Régional de Développement Economique, accès aux aides économiques, aux marchés publics). L'ESS doit être pleinement **partie prenante** de la politique économique de la région.

Elles ne peuvent y réussir qu'avec des moyens adéquats, sous leur propre responsabilité, et en liaison avec les politiques de l'Etat dont les engagements financiers doivent être respectés, augmentés et régularisés. Il est essentiel d'élargir le champ des conventions Etat-Région en y inscrivant le volet ESS.

La **majorité des mesures présentées** impliquent soit de nouvelles dispositions législatives, soit une réorientation de financements existants, dans un sens plus solidaire et plus durable. La volonté politique des élus est donc un facteur déterminant de leur réussite.

Il faut aussi que les régions puissent **évaluer correctement, à partir d'indicateurs adaptés, l'impact économique, social, écologique de l'ESS** afin de présenter un bilan annuel des progrès accomplis :

création d'entreprises et d'emplois, utilité sociale et environnementale, qualité de vie des habitants... En s'appuyant sur les observatoires existants pour recueillir les données nécessaires, les analyser et suivre leur évolution.

Enfin, ces efforts seraient vains si les citoyens ne sont pas eux-mêmes solidaires et mobilisés pour leur succès.

Ceci appelle un **dialogue territorial renouvelé** associant la Région et les autres collectivités, les organisations représentatives de l'ESS, les TPE/PME socialement responsables, les syndicats et les autres acteurs de la société civile.

Nous appelons les candidats à rencontrer au lendemain des élections régionales les acteurs et les réseaux de l'ESS (ainsi que l'ensemble des acteurs économiques et sociaux soucieux d'un développement durable) pour envisager avec eux une mise en oeuvre adaptée de ces propositions et à évaluer publiquement à mi-mandat l'avancée des réalisations.

Le Labo de l'ESS

LISTE DES PERSONNALITES

SIGNATAIRES DE L'APPEL

Claude Alphanéry, Christiane Bouchart (RTES), Eve Chiapello (HEC), Richard Debaube (Envie) Laurent Fraisse (Crida), Tarik Ghezali, Marie-Hélène Gillig (CEGES), Madeleine Hersent (MES), Isabelle Laudier (CDC), Jean-Michel Lécuyer (SIFA), Jean-Louis Laville (Cnam), Hugues

Sibille (Avisé), Christian Sautter (France Active). Michel Adam (IRIS), Marc Alphanéry (AMAP), Edmond Alphanéry (Ancien Ministre), Patrick Baquin (Caisse des Dépôts), Dominique Balmay (UNIOPSS) Yves Barbançon (CNCRES), Eric Barchechath (Forum Action Modernités), Annie Berger (Ardes), Laurent Berger (CFDT), Gaby Bonnand (CFDT), Philippe Berthelot (UFISC), Jacky Blanc (La Nef), Jean-Marc Borello (Groupe SOS), Zinn-Din Boukhenaisi (CNLRQ), Clotilde Bréaud (CNLRQ), Jean-Pierre Caillon (Chantier-école), Pierre Calame (FPH),

Jean-Pierre Caldier (Ap2E « Agir pour une Economie Equitable »), Christophe Chevalier (Coorace), Pierre Choux (Id'ees 21), Denis Clerc, Daniel Cohen, Thomas Coutrot, Michel Capron (Professeur Paris VIII), Adelphe de Taxis du Poet, François de Witt (Finansol), Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld (Démocratie & Spiritualité), Georges d'Andelau (PFCE), Denis Dementhon (France Active), Bernard Devert (Habitat & Humanisme), Jacques Dughera, André Dupon (Vitamine T), Olivier Ferrand (Terra Nova), Anne-Laure Federici (RTES), Philippe Frémeaux (Idies, Alternatives Economiques), Jean Gadrey, Véronique Gallais, (Action consommation), Patrick Gèze (Avisé), Roger Godino, Romain Guerry (UNIOPSS), Jacques Henrard (CPCA), Marcel Hipszman (INAISE), France Joubert (Pactes Locaux), Laurent Laïk (CNEI),

Ap2EAGIR pour
une Economie
Equitable

Le Guide de l'Economie équitable



1. Commerce équitable Nord Sud
2. Economie sociale et solidaire : associations, mutuelles, coopératives...
3. L'Extension du commerce équitable au Nord. Grande distribution : vecteur ou obstacle ?
4. Commerce équitable et altermondialisation

+ ANNUAIRE de 299 acteur+ 300 Liens web

Ont participé au Guide de l'économie équitable

coauteurs

Daniel Amaudin, Patrice Bouillon,
Thomas Coutrot, Vincent David,
Maurice Décaillot, Arturo Palma Torres,
Anne-Françoise Taisne, Jean Paul Vanhoove.

Les collaboratrices et collaborateurs

Causses Cévennes scop,
L'Artésienne scop,
CAT MosKowa Centre d'Aide par le Travail,
Fondation Gabriel Péri.

Les membres du

Groupement des Intellectuels Aveugles ou Amblyope.

Coauteurs et coordination de l'ouvrage

Sylvie Mayer et Jean Pierre Caldier

Le Labo de l'ESS

LISTE DES PERSONNALITES

SIGNATAIRES DE L'APPEL suite...

Bruno Lasnier (Apeas, MES), Daniel Lebègue, Guillaume Légaut (Finansol), Philippe Lemoine (Forum Action Modernités), Jean Le Garrec (Fondation Jean Jaurès), Jean-Philippe Liard (CFDT), Philippe Louveau (Chantier-école), Edmond Maire,
Sylvie Mayer (Ap2E Agir pour une Economie Equitable)
Gus Massiah (Rencontres Sociales), Nicole Maestracci (Fnars), Edgar Morin, Maria Nowak (Adie), Nathalie Parent (CNCRES), Bernard Perret, Patrick Peugeot (Cimade), Alain Philippe (Fondation Macif), Edgard Pisani, Jean-Philippe Poulnot (Sol), Dominique Picard (Sol), Jacques Rastoul (CFDT), Sébastien Ravut (Le marché citoyen), Guy Roustang, Bernard Seillier (CNLE), François Soulage (Secours Catholique), Denis Stokkink (Pour la Solidarité), Martine Théveniaut (Pactes Locaux), Christian Valadou, Patrick Viveret, Laura Winn (L'Atelier)...

LISTE DES ORGANISATIONS

SIGNATAIRES DE L'APPEL

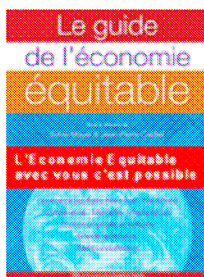
Ap2E Agir pour une Economie Equitable, APEAS (Agence Provençale de l'Economie Alternative et Solidaire), AVISE (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques), BIOCOOP, CEGES (Conseil des Entreprises, Employeurs & Groupements de l'Economie Sociale), Chantier-Ecole (Réseau régional des acteurs de l'insertion), CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale), CNEI (Comité National des Entreprises d'Insertion), CNLRQ (Comité National de Liaison des Régies de Quartier), COORACE (Coordination des Organismes d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi), CPCA (Confédération Permanente des Coordinations Associatives), ENVIE, FNARS (Fédération Nationale des Ateliers de Réinsertion Sociale), France Active, Habitat & Humanisme, Le Marché Citoyen, MES (Mouvement pour l'Economie Solidaire), MOUVES (Mouvement des entrepreneurs sociaux), Plateforme du commerce équitable, PROJET SOL (Monnaie solidaire), NEF (Nouvelle Economie Fraternelle), RTES (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire), UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles), UNIOPSS (Union Nationale Interfédérale des Oeuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux).

Ap2EAGIR pour
une Economie
Equitable

Des territoires équitables : propositions...

des formations – informations pour les élus

**Elus, responsables territoriaux, avec vous
une « commune équitable et solidaire »
est possible**



Quelques propositions à court, moyen et long terme

1. POUR un Commerce équitable Nord-Sud et Nord-Nord
2. POUR une Economie sociale
3. POUR des Comités locaux du commerce (CLdC)

Les collectivités territoriales jouent un rôle majeur dans l'aménagement du territoire, le développement économique et l'emploi. Elles ont un pouvoir social et environnemental à travers leur commande publique. Par leur choix de politique sociale environnementale, sanitaire et d'éducation, elles participent à la construction de l'avenir.

Les collectivités territoriales ont aussi le pouvoir de faire jouer un rôle plus important à l'économie sociale et solidaire. Les élus peuvent contribuer à développer la citoyenneté économique parmi leurs concitoyens.

Passant de l'écriture à l'action, Jean Pierre Caldier et Sylvie Mayer co-auteurs du Guide de l'économie équitable ont élaboré des pistes d'action pour les élus qui souhaitent contribuer à la mise en œuvre de politiques sociales et économiques équitables au niveau local.

CONTACTS

Sylvie Mayer

0.681.741.013

solidaire@gabrielperi.fr ap2e@orange.fr

et service de presse

Jean Pierre Caldier

0.685.797.740

guideeconomieequitable@gmail.com ap2e@orange.fr